





BEATA JAVORCIK

Le rôle de docteur des économistes

Les crises poussent la population à se tourner vers les dirigeants et les experts en quête de réconfort et d'action. Mais au fur et à mesure que la crise sanitaire de la Covid-19 devenait économique, l'attention s'est déplacée : l'Organisation mondiale de la santé a été supplantée par le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne. À l'instar des médecins pour leurs patients, on attend des économistes qu'ils fassent des prévisions pour les économies chancelantes et prescrivent un traitement. Or, il est aujourd'hui paradoxalement plus facile de prédire ce qui arrivera dans deux ans que dans six mois. Quels pourraient donc être les effets à long terme de la pandémie ?

Un moment charnière

Premièrement, les événements actuels entraîneront sans aucun doute une refonte des chaînes de valeur mondiales. La résilience face aux événements météorologiques extrêmes (appelés à se multiplier en raison du changement climatique) et face aux bouleversements politiques (susceptibles d'entraîner une hausse des tarifs douaniers) deviendra centrale. Les économies avancées pourraient en profiter, l'automatisation permettant de rapatrier quelques industries. Cela pourrait offrir des opportunités aux pays partenaires de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en Europe de l'Est et dans les Balkans occidentaux : leur proximité pourrait attirer les investisseurs. La résilience sera inévitablement synonyme d'une hausse des coûts et de l'inflation, mais une inflation légèrement supérieure allégera aussi la lourde dette que devront supporter tous les pays après la pandémie. Deuxièmement, ce qui paraissait politiquement

impossible avant cette coûteuse crise pourrait devenir réalité. Les gouvernements chercheront de nouvelles recettes fiscales et dirigeront leur attention vers les géants technologiques et les multinationales. La récente proposition de l'Organisation de coopération et de développement économiques de permettre aux pays d'imposer les opérations effectuées dans leur juridiction même si les sociétés n'y sont pas présentes physiquement et la possibilité de fixer un taux d'imposition mondial minimum sur les sociétés pourraient être mises en œuvre. Enfin, il ne sera plus possible d'ignorer l'affaiblissement des règles mondiales du commerce. La pandémie augmentera en effet les pressions protectionnistes, les dirigeants populistes étant tentés d'invoquer la sécurité nationale et l'autosuffisance pour plaider en faveur de tarifs douaniers plus élevés. Les images de contingents de matériel de protection bloqués aux frontières feront le jeu du protectionnisme. Il sera trop facile d'arguer que les droits de douane compensatoires autorisés par les règles de l'Organisation mondiale du commerce sont nécessaires pour protéger le marché intérieur contre les importations subventionnées issues de pays qui ont étendu leur soutien aux entreprises privées pendant le confinement. Un engagement renouvelé en faveur d'un commerce mondial libre est essentiel pour éviter que le monde ne glisse dans le protectionnisme. C'est dans les périodes de crise ou de danger extrême que l'on trouve le courage et la détermination nécessaires pour changer de cap et trouver de meilleures solutions. Il se pourrait que nous vivions un tel moment.

Beata Javorcik est économiste en chef de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), à Londres (Royaume-Uni).